

**Compte-rendu de l'atelier tenu le 04 mai 2023 Salle CERSAE
Direction Générale du FOFIFA à Antananarivo**

***Atelier de restitution des travaux menés dans l'activité 1 :
analyse des filières semences de maïs, manioc, haricot et
pomme de terre à Madagascar***



Table des matières

1. INTRODUCTION	3
1.1. RAPPEL DU CONTEXTE ET DES OBJECTIFS DE L'ATELIER	3
1.2. LES OBJECTIFS DE L'ATELIER.....	4
1.3. LES RAPPORTS DISTRIBUES EN PREPARATION DE L'ATELIER	4
1.4. PROGRAMME ET DEROULEMENT	4
2. MATINEE : PRESENTATIONS ET DISCUSSIONS	5
2.1. PREMIERE PARTIE	5
2.2. DEUXIEME PARTIE.....	6
2.3. TROISIEME PARTIE	8
3. APRES MIDI : TRAVAUX DE GROUPE.....	9
3.1. RESULTATS DES TRAVAUX DU GROUPE 1	9
3.2. RESULTATS DES TRAVAUX DU GROUPE 2	11
3.3. RESULTATS DES TRAVAUX DU GROUPE 3	14
4. CONCLUSION	16
5. ANNEXE LISTE DES PARTICIPANTS	18

1. Introduction

L'atelier a été ouvert par **Monsieur le Directeur de la Recherche Scientifique**, représentant de Madame la Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique à 9h30 le 04 mai 2023 après les discours de :

- Monsieur le Directeur Général du FOFIFA,
- Monsieur le Représentant du Directeur Régional du CIRAD,
- Madame la Secrétaire Générale, Représentante de Monsieur le Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage.

Il a été clôturé par Madame la Directrice Scientifique du FOFIFA à 17 h 00

Il a regroupé 61 participants (cinquante-cinq en présentiel et six en distanciel, voir liste en annexe) représentant les principaux acteurs des filières semencières à Madagascar pour les 4 plantes concernées.

Les quatre discours d'ouverture ont rappelé : (i) les enjeux de croissance agricole et de sécurité alimentaire pour Madagascar et l'importance des semences dans les systèmes de production agricole ; (ii) les objectifs et activités du projet FoodSec Semence, une des composantes du projet SANOI ; (iii) et la qualité des partenariats qui sont développés au niveau national et dans la région océan indien.

1.1. Rappel du contexte et des objectifs de l'atelier

Le projet FoodSec Semence cible la relance d'une filière régionale de semences et de plants sains de manioc, pomme de terre, maïs et légumineuses, adaptés au changement climatique pour les productions agricoles à des fins alimentaires et nutritionnelles dans le sud-ouest de l'océan Indien. Cofinancé par l'Union européenne et le CIRAD, en partenariat avec la Commission de l'Océan Indien au titre du 11^{ème} Fond Européen de Développement, le projet FoodSec Semence est mis en œuvre à Madagascar par le FOFIFA dans les régions Analamanga, Itasy et Vakinankaratra, en collaboration avec les partenaires de recherche et de développement.

Le projet est organisé en 5 grandes activités :

- Activité 1 : Acquérir une meilleure connaissance du contexte agroéconomique, des besoins et attentes des paysans pour les espèces ciblées permettant de définir les orientations pour un plan de relance de la filière semence,
- Activité 2 : Constituer un catalogue de variétés élités prioritaires
- Activité 3 : Produire localement du matériel végétal de départ amélioré
- Activité 4 : Tester le matériel végétal amélioré et des pratiques culturales adéquates par des essais chez des paysans relais pour engager la diffusion
- Activité 5 : Proposer un plan d'actions et des recommandations pour pérenniser les acquis et assurer leur diffusion dans le futur

Cet atelier du 04 mai 2023 a été organisé pour présenter les résultats de l'activité 1 et de les mettre en débat avec les principaux acteurs des filières semencières, pour engager, dans le cadre d'une démarche participative, les travaux de l'activité 5 pour aboutir à un plan d'actions.

Il faut rappeler qu'à Madagascar, le projet FoodSec Semence s'inscrit dans un cadre plus large de redynamisation des filières semencières engagée par le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage depuis 2022.

1.2. Les objectifs de l'atelier

Présenter, discuter et valider le diagnostic sur les filières semencières des quatre plantes (maïs, haricot, manioc et pomme de terre) au niveau national et dans les trois régions de Analamanga, Itasy et Vakinankaratra.

Engager les réflexions sur l'élaboration d'un plan d'actions et des recommandations pour pérenniser les acquis et assurer leur diffusion.

1.3. Les rapports distribués en préparation de l'atelier

Un rapport présentant la synthèse des résultats a été distribué aux invités pour préparer l'atelier en même temps que le programme :

- RAPPORT N° 03 – SYNTHÈSE : Filières semencières et gestion des semences par les producteurs dans les régions d'Analamanga, Itasy et Vakinankaratra à Madagascar

Deux rapports avec les résultats détaillés étaient proposés au téléchargement en même temps que le programme :

- RAPPORT N° 01 : Gestion des semences par des exploitations de paysans multiplicateurs et des exploitations agricoles ordinaires à Madagascar dans les régions d'Analamanga, Itasy et Vakinankaratra
- RAPPORT N° 02 : Situation des filières semencières maïs, manioc, haricot et pomme de terre à Madagascar selon les principaux acteurs semenciers

Ces rapports sont accessibles sur le site <http://www.agriculture-biodiversite-oi.org/Food-Sec-Semence/Ressources>.

1.4. Programme et déroulement

Le programme a été conçu pour répondre aux objectifs avec la matinée consacrée à la restitution du diagnostic et l'après-midi aux travaux de groupe. Le déroulement effectif de l'atelier a suivi le programme initial.

09 h 00 – 09 h 40 : Accueil des participants et discours d'ouverture

09 h 40 – 09 h 50 : Introduction analyse des filières semencières et point presse

09 h 50 – 10 h 10 : Première partie présentation : Cadrage général et place des quatre plantes dans les systèmes de production paysans

10 h 10 – 10 h 25 : Questions réponses

10 h 25 – 10 h 40 : Pause-café

10 h 40 – 11 h 40 : Deuxième partie présentation sur la gestion des semences par les paysans et producteurs multiplicateurs de semences et diagnostic filière pour chaque plante

11 h 40 – 12 h 10 : Questions réponses

12 h 10 – 12 h 30 : Troisième partie présentation : principales contraintes et conclusion

12 h 30 – 13 h 00 : Questions réponses

13 h 00 – 14 h 00 : Déjeuner

14 h 00 – 15 h 50 : Travaux de groupe

15 h 50 – 16 h 40 : Présentation des résultats des travaux de groupe et discussions

16 h 40 – 17 h 00 : Synthèse et clôture de l'atelier

2. Matinée : présentations et discussions

Les présentations, regroupées en un fichier, sont disponibles sur le site du projet FoodSec (<http://www.agriculture-biodiversite-oi.org/Food-Sec-Semence/Ressources>)

2.1. Première partie

La matinée a été engagée avec une présentation en trois parties :

- Une partie introductive a permis de rappeler le contexte, les objectifs, et surtout la méthodologie adoptée avec les enquêtes réalisées auprès des exploitations agricoles ordinaires et auprès des producteurs multiplicateurs de semences et les nombreux interviews des différents acteurs des filières nationales et régionales.
- La deuxième partie a été consacrée au secteur semencier avec la présentation des différents types de semences définies par la loi semencière, l'organisation générale du secteur avec les principaux acteurs et les quantités de semences certifiées produites mises en relation avec les besoins potentiels pour les 4 plantes dans les 3 régions. La redynamisation en cours de la filière a été rappelée.
- La troisième partie portait sur l'importance des 4 cultures dans les systèmes de production des 3 régions. Les résultats présentés portent, pour chaque plante, sur le nombre d'exploitations concernées et les superficies cultivées, mais aussi sur la place de ces cultures dans les systèmes d'exploitation. Ils rappellent les enjeux et les défis pour donner un accès à des semences de qualité à une part significative des exploitations agricoles familiales.

A la fin de cette première présentation, les questions ont été peu nombreuses, par contre les commentaires ont été très nombreux et cette session s'est transformée en débat, anticipant les travaux de groupe de l'après-midi. Les principaux points abordés ont été les suivants :

- Des précisions complémentaires ont été apportées sur l'organisation du secteur semencier et en particulier sur la place et le rôle de l'association F3M.
- Des informations supplémentaires ont été apportées sur les semences SDQ et les activités du CTAS (35 variétés locales inscrites et 40 en cours d'inscription) avec confirmation de l'engagement sur le long terme pour obtenir ces résultats.
- Des témoignages ont été apportés sur les difficultés à mettre en relation offre et demande en semences de qualité (aussi bien certifiées, que SQD) avec des semences qui ne trouvent pas preneur ce qui engendre des difficultés financières pour les producteurs (Recherche ou Etablissements semenciers) et à l'inverse des projets, ONG ou entreprises qui ne trouvent pas de semences de qualité pour mener leurs actions de développement agricole.
- Des propositions ont été faites pour améliorer l'adaptation entre offre et demande avec la mise en place d'une plateforme d'échanges, développer les échanges entre les producteurs de semences sur un site web (qui existe déjà) ; faire des inventaires sur la

disponibilité des semences à chaque saison (qui produit quoi et où ?) et faire des sensibilisations sur l'utilité des semences saines de qualité (non du tout-venant).

- Le manque d'organisation des filières a été souligné, notamment en lien avec des fluctuations dans la demande des programmes de développement aussi bien en quantité que selon les espèces. Les responsables n'ont pas les éléments pour planifier les productions et sont obligés de « travailler à l'aveuglette », sur la base de leur expérience.
- Certains intervenants ont déploré le manque de capacité de stockage et de conservation, mais aussi d'assurance ou d'appui de la part des acteurs publics pour faire face à ces difficultés de surplus.
- Le très faible niveau d'utilisation de semence certifiées par les producteurs ordinaires a été rappelé.
- Pour permettre l'expression du potentiel des semences améliorées certifiées il faut que les producteurs suivent un itinéraire technique relativement intensif, ce qui n'est pas souvent le cas.

2.2. Deuxième partie

Après la pause-café, les résultats présentés portaient spécifiquement sur le diagnostic des filières semencières pour les 4 espèces dans les régions concernées.

- Un premier point a été consacré à la gestion des semences par les paysans (connaissance des semences certifiées, propension à payer ce type de semence, part des semences dans l'utilisation des récoltes, modalités de renouvellement, variétés utilisées, attentes vis-à-vis de nouvelles variétés) et à la caractérisation des producteurs multiplicateurs de semences (facteurs de production, pratiques système de culture, organisations).
- Dans une deuxième partie, le diagnostic a été présenté pour chaque plante, avec le même déroulé : pratiques, coût de production et marges en distinguant parcelles ordinaires (culture pure et associées) et parcelles de semences ; organisation (avec un schéma détaillant les acteurs), production et utilisation des semences certifiées de l'espèce concernée dans les 3 régions.

Les questions ou commentaires ont été nombreux et divers :

- Question sur les faibles marges réalisées avec les pommes de terre par les producteurs de l'échantillon (faibles rendements et faible prix de valorisation), alors que les producteurs membres de certaines organisations paysannes auraient obtenus de meilleurs résultats.
 - Réponse : oui même étonnement de l'équipe qui a analysé les données des enquêtes, notamment par rapport à d'autres études. Mais l'échantillon est conséquent avec 274 parcelles de pomme de terre consommation et 68 parcelles de semence. Les prix de vente sont ceux qui ont été donnés par les producteurs. Il semble que cela a été une mauvaise année pour la pomme de terre dans la commune de Manandonna où se situait une part importante de l'échantillon, avec des rendements bas et des prix influencés par les intermédiaires après les années COVID.
- Demande de précision sur la méthodologie suivie.
 - Réponse : la méthodologie a été développée pour rappeler que les évaluations sur les surfaces et productions dans les 3 régions ont été faites avec un échantillon élargi (plus de 2 700 EA) en utilisant des données d'autres études.

- Question sur les pratiques de fertilisation des haricots qui apparaissent plus importantes que ce à quoi on pouvait s'attendre.
 - Réponse : effectivement les quantités de fertilisants épandues sont importantes (plus que pour le maïs), mais ce sont les résultats des pratiques relevées sur plus de 200 parcelles ; il faut cependant rappeler que les parcelles sont de petite taille et que le haricot est en grande partie vendu pour la génération de revenus monétaires.
- Question : pourquoi il y a forte utilisation des variété sCAL 98 et RI 5 2 ?
 - Réponse : car ce sont les variétés les plus facilement commercialisables.
- Question sur les résultats qui montrent une faible place du haricot dans les systèmes de production des 3 régions.
 - Réponse : effectivement selon les évaluations seulement 28 000 ha de haricot dans les 3 régions mais environ 500 000 EA qui cultivent et une production de près de 37 000 tonnes. Mais les superficies moyennes par exploitation sont petites et les EA cultivent aussi d'autres légumineuses et notamment le soja, l'arachide, le poi de terre (voanjobory), etc.
- Question sur les variétés de manioc promues dans FoodSec et leurs rendements et quels sont les besoins en variétés des paysans.
 - Réponse : les variétés ont été précisées avec les performances, mais les besoins n'ont pas été évalués, car comme cela a été précisé dans les modes de renouvellement, une très grande majorité des paysans ne renouvelle pas ou rarement les plants de manioc (c'est une des contraintes des plantes à multiplication végétative). et quand ils le font c'est surtout par des échanges non marchands. Il faudra donc imaginer un système de diffusion
- Une question a été posée sur les faibles rendements en manioc qui ont été observés (moins 7 t/ha) alors que le potentiel est de 40 t/ha, quelle est la stratégie des paysans.
 - Les producteurs ne font quasiment aucune dépense pour la culture du manioc, hormis pour le travail salarié extérieur. Sans intrant les rendements sont faibles et les attentes de producteurs modérées (pour les paysans enquêtés un bon rendement est de l'ordre de 11 t/ha). Mais en final, parce que le prix du manioc a été assez élevé, les marges dégagées sont intéressantes pour des risques très faibles.
- Des commentaires ont été faits qui proposent de renforcer les analyses sur les PMS et notamment sur l'historique avec de nombreux PMS qui le deviennent à l'occasion d'un projet mais qui par la suite peuvent abandonner par manque de suivi.
- Des responsables d'organisations paysannes, en prenant comme exemple les services vétérinaires, ont rappelé que la réglementation pouvait interdire certains actes, mais que comme les services concernés étaient incapables d'assurer les services à tous les éleveurs (car insuffisants), la législation avait été adaptée et que des techniciens des organisations paysannes avaient été formés pour réaliser les actes aux éleveurs. Les systèmes semenciers pourraient s'en inspirer puisqu'aujourd'hui les quantités de semences certifiées produites sont très nettement insuffisantes et trop chères. Pour augmenter la production et réduire les coûts, un transfert des responsabilités et notamment du contrôle pourraient être envisagé.
- Une question a été posée sur la raison pour laquelle les coûts de production sont très élevés pour les pommes de terre semence
 - Réponse : c'est le poste semence qui est le principal poste de charges pour les parcelles de pommes de terre semence, car il faut des quantités importantes (2 t/ha

environ) avec des prix élevés. Multiplier des semences de pomme de terre coûte très cher et demande un fonds de roulement très important.

- Un commentaire a été fait sur le prix de la certification, qui en final ne serait pas si important dans le coût final des semences pourvu que les rendements chez les producteurs qui les achètent, soient corrects (2 à 5 % du coût de production ?).
- Un commentaire a porté sur la tendance actuelle des politiques publiques qui est de faire payer pleinement le service et non d'augmenter les subventions ; le prix de la certification devrait suivre ce mouvement, car pour le moment l'ensemble des coûts n'est pas répercuté sur l'établissement semencier. Le SOC a dit que les analyses au laboratoire seront désormais payantes.
- L'exemple des cultures maraichère à Madagascar a été présenté, avec des paysans qui rachètent systématiquement des semences à des fournisseurs d'intrants ou des petites entreprises de multiplication de semences (pour la plupart informelles). Des semences certifiées sont importées puis multipliées localement et commercialisées par des petites entreprises et le système fonctionne assez bien, car les producteurs doivent renouveler leurs semences maraichères, s'ils veulent de bonnes productions. Pour les cultures vivrières, les producteurs ont d'autres modes de renouvellement des semences, dont l'autofourniture, même si un marché existe comme l'on montré les résultats de l'étude.
- Les semences améliorées certifiées ne se justifient que si des itinéraires techniques intensifs sont pratiqués, or ce n'est souvent pas le cas. L'utilisation de semences « chères » demande des financements et de la trésorerie, et cela vient augmenter les coûts de production, et surtout les risques financiers ; les producteurs sont peu « motivés » pour acheter ce type de semence. Ainsi faut-il produire plus de semences certifiées dans le contexte actuel ?
- Pour développer les filières de semences de qualité, et notamment certifiées, il faut que ces semences puissent être valorisées au niveau des producteurs qui les achètent et donc que ces derniers aient des pratiques intensives.

2.3. Troisième partie

La troisième partie a été consacrée aux principales contraintes :

- contraintes à la production selon les producteurs en distinguant PMS et EA ordinaires, avec un focus sur les maladies et ravageurs qui sont la contrainte la plus citée.
- contraintes spécifiques aux semences : à la production des semences de base ; sur le contrôle et la certification ; pour la commercialisation et diffusion et enfin pour l'utilisation

Enfin, deux diapositives en guise de conclusion ont rappelé l'ampleur du défi et la démarche suivie, avec dans l'après-midi les travaux de groupe qui constituent le démarrage de l'activité 5 avec la formulation, dans une démarche participative, d'un plan de développement. La question étant, comment augmenter les quantités de semences de qualité et les rendre accessibles au plus grand nombre de producteurs.

La partie question-réponse a été relativement courte en raison de l'horaire. Les commentaires ont porté notamment sur le coût des semences certifiées, le prix élevé des semences de qualité pour les producteurs qui n'ont pas les moyens, l'absence d'un réel marché pour les semences de qualité, etc.

Validation des rapports

La validation des rapports a été discutée. Il a été demandé de rajouter une organisation (VFTV) dans le schéma de la filière pomme de terre et de mentionner que, le coût de la certification (cité fréquemment comme une contrainte) impacte in fine très peu le coût de production, car il n'y a eu que de très petites quantités certifiées parmi les productions des PMS enquêtés.

Il a été rappelé que quelques résultats étaient surprenants (par exemple la fertilisation sur haricots qui peut être plus élevée par unité de surface que pour le maïs ; les faibles rendements sur les grandes parcelles de maïs, les mauvais résultats de la pomme de terre, les bons résultats des associations culturales, etc.), Mais la méthodologie suivie est adaptée aux besoins et a été appliquée avec rigueur scientifique. Ainsi, ces résultats sont intéressants mériteraient d'être complétés par de nouvelles investigations.

Les participants valident donc les rapports.

A 13 h 00, les travaux ont été suspendus et les participants ont été conviés au déjeuner.

3. Après midi : travaux de groupe

Les travaux ont repris à 14 h 00. Trois groupes ont été constitués (sur la base du volontariat, mais avec une demande des organisateurs pour que les différents « types » d'acteurs se répartissent entre les différents groupes.

Les trois groupes devaient répondre à la même question : **comment augmenter les quantités de semences de qualité et les rendre accessibles au plus grand nombre de producteurs** mais sur des thématiques différentes. Une liste de questions a été remise aux animateurs, mais avec la possibilité d'ajouter ou retirer selon les remarques des participants.

3.1. Résultats des travaux du groupe 1

De la sélection des variétés aux semences de base (sélection, semences souche, pré-base et base) : à Madagascar le secteur dépend essentiellement de la recherche publique
12 participants - Animatrice : Voahangy- Secrétaires : Jérémy et Mamitiana

- **Comment assurer la conservation de la diversité variétale à Madagascar ? (variétés locales et améliorées) Possibilité de partenariat public/privé ?**

Etape primordiale : Mettre en place des programmes de création variétale, basés sur la Sélection participative sur la base des ressources locales existantes Introduction de nouvelles variétés répondant aux exigences des situations édapho-climatiques de la région et aussi aux attentes des paysans.

Besoin de maintenir des ressources phytogénétiques pour chaque régions (multiplier les banques de semences communautaires, au moins une par région).

Décentraliser => demande de décentraliser des laboratoires de contrôle de semence

- Demande de rapprocher les chercheurs des terrains ou les terrains des chercheurs pour réduire les coûts et améliorer le suivi

Comment financer cela après le départ ou l'arrêt des projets (pérennisation) ? La question reste entière (budget public ?). Afin de pérenniser la demande, il a été suggéré de limiter, ou au moins plus contrôler, les importations, et d'imposer une priorité pour l'achat de semences locales certifiées, dans les marchés publics

- **Comment mieux connaître les coûts de production et les alléger ? (y compris pour homologation)**

Le cout varie d'une région à un autres donc difficile de savoir si on peut ou non les alléger

On peut réduire les couts avec l'amélioration des infrastructures, en investissant dans de nouveaux équipements et matériels agricoles, ... qui permettraient notamment de réduire le cout de la main d'œuvre mais aussi d'augmenter les surfaces et faire des économies d'échelle (ex : cas pour Kianjaso).

Il semble difficile de réduire le cout de la certification, au contraire cela devrait s'accroître car une partie des coûts réels n'est pas intégrée dans le coût facturé aux établissements semenciers.

Il ne semble pas possible de produire et certifier en même temps, c'est-à-dire que même si un établissement semencier connaît bien la production de semence, il ne peut pas faire son propre contrôle.

Trouve-t-on normal que l'on doive payer pour les contrôles de certification ?

La solution est de décentraliser les services SOC pour réduire le cout du déplacement des agents venant de Tana.

Le SOC doit être subventionné par l'Etat pour pouvoir contrôler gratuitement au minimum le FOFIFA qui est un organisme public

- **Est-ce à la recherche publique de produire toutes les semences de base ?**

NON. La recherche publique n'a pas les moyens pour répondre à l'ensemble du besoin. Il faut diversifier pour répondre aux demandes et le secteur privé peut parfois être en mesure de produire des semences moins chères.

- **Faut il avoir les mêmes systèmes pour toutes les plantes cultivées ? Besoin des mêmes schémas de production ?**

Le schéma est toujours le même pour toutes les plantes, mais le nombre de générations doit être adapté au taux de multiplication de l'espèce et à la demande.

Schéma classique : Semences souches (sous contrôle unique du chercheur)

Semence prébase
Semence de base
Semence certifiée.

Dépend des espèces.

Besoin de définir d'abord un objectif de quantité de semences certifiées final pour préciser le nombre de générations et la quantité de semences à produire à chaque étape du schéma de production (Id. question suivante)

- **Quelle quantité de semence base à produire pour multiplication ?**

La quantité varie selon la demande du marché (d'où les producteurs ont beaucoup de reliquats de semences non vendu) == PAS POSSIBLE DE PREDIRE. Il n'y a pas de dispositif pour évaluer à l'avance offre et demande. A construire ?

- **Besoins d'investissement structurels ?**

OUI et ils sont nombreux comme par exemple des systèmes d'irrigation à partir de forage, des serres pour mener des cultures en contrôlé, installation des laboratoires et des équipements agricoles pour augmenter la production et réduire la dépendance et les coûts de la main d'œuvre.

Mais aussi des infrastructures de stockage et de conservation (par exemple pour les pommes de terre).

3.2. Résultats des travaux du groupe 2

Certification, multiplication, diffusion et commercialisation :

14 participants – Animateur Jean-Yves - Secrétaires : Henriette et Jean-François

- **Faut-il produire plus de semences certifiées ? Comment organiser la production ?**

Les deux premières questions ont occupé une grande part du temps de discussion. Un rappel a été fait sur ce que sont les semences certifiées (notamment par le SOC). Des questions ont été posées pour savoir si cela n'était pas un modèle importé d'ailleurs et qui en fait ne répondait pas pleinement aux attentes des producteurs malgaches et de manière générale au contexte malgache. Pourquoi les paysans n'achètent pas ? C'est parce qu'ils n'ont pas les moyens (trop cher) ? Ou bien parce que ces semences ne répondent pas à leurs besoins, à leurs modes de production. Ne faut-il pas mieux adapter les dispositifs au contexte local ?

Des discussions qui ont suivi, il semble qu'il y ait eu consensus sur le fait qu'il faut certifier pour préserver la qualité (homogénéité, qualité sanitaire, taux de germination) mais est ce qu'il faut tout certifier ? Ne peut-on pas se limiter à la certification systématique des semences de base, et faire un système de multiplication jusqu'aux semences à commercialiser avec seulement une partie qui serait contrôlée et certifiée.

Certains ont rappelé que pour répondre à des appels d'offre, les producteurs (établissements semenciers) sont obligés de faire certifier leurs productions.

Il a été rappelé les problèmes de mévente de certains opérateurs qui ont des stocks de semences, y compris le FOFIFA pour des semences de base certifiées ... si on veut que les paysans adoptent des semences de qualité, il faut des actions de communication, de vulgarisation, de promotion des ces semences de variétés améliorées.

Par rapport à l'organisation, des critiques ont été faites à l'encontre des modalités d'intervention de certains projets qui n'habituent pas les producteurs à acheter les semences, et en final ceux-ci attendent que les nouveaux projets leur payent les semences. Il faut que les projets subventionnent mais il faut aussi qu'ils améliorent le dispositif de diffusion auprès des paysans : les paysans devraient participer, des systèmes avec des bons d'achat pourraient habituer les paysans à aller dans des boutiques de fournisseurs pour acheter des semences de qualité.

Une question a été posée pour savoir si pour exporter il fallait que les semences soient certifiées. Certains participants ont répondu que la priorité pour le moment était de produire localement pour les producteurs locaux.

Quelques intervenants ont fait part de leur propre expérience à travers des études sur la qualité des semences utilisées par les producteurs. Ceux-ci sont habitués à conserver leur récolte ou s'approvisionner auprès d'autres producteurs c'est moins cher mais le plus souvent les semences sont de mauvaise qualité (sanitaire, taux de germination, etc.) avec des conséquences fortes sur les rendements. Il faut donc multiplier des semences qualité en grande quantité pour les rendre accessibles au plus grand nombre ... sans forcément toutes les certifier car le dispositif de certification est trop lourd et demande trop de moyens pour atteindre des quantités importantes.

Il a été soulevé, dans quelques interventions, la nécessité et l'intérêt d'avoir un organisme pour garantir la qualité des semences : homogénéité, qualité sanitaire, taux de germination, mais aussi un apport minimum des nouvelles variétés homologués par rapport aux variétés déjà existantes. Et le fait que cela soit un organisme public qui assure ce contrôle (la certification) est une garantie d'impartialité. Par ailleurs, les coûts pour l'homologation des variétés et pour la certification ne sont pas très élevés en final dans le coût de production de semence certifiées, car si la variété rencontre du succès auprès des paysans les quantités multipliées seront importante et le coût de l'homologation infime si on raisonne en Ariary par kilo de semence produite.

Certains ont précisé que ce n'était pas le coût du SOC qui était trop cher, mais que ce sont surtout des problèmes de trésorerie pour ceux qui doivent payer la certification (les établissements semenciers). Il pourrait y avoir des négociations avec le SOC pour étaler les paiements, car pour avoir le document de certification l'établissement semencier doit s'acquitter de tous les arriérés, or il n'a pas encore vendu les semences, d'où le manque de trésorerie. On pourrait imaginer un système avec un paiement de la moitié des coûts avant la certification puis l'autre moitié après la vente des semences.

Des propositions ont été faites comme quoi il fallait calculer tout cela et faire des tarifs de certification adaptés aux producteurs et proportionnels à la production. Par exemple l'établissement semencier pourrait payer un tarif en fonction non pas seulement de la surface, mais aussi des quantités produites, des quantités qui ont obtenu la certification et peut être aussi des prix de vente potentiels. Par ailleurs, une taxe parafiscale pourrait être prélevée par rapport aux semences. Des ristournes pourraient également être faites aux établissements semenciers.

Il existerait des fraudes avec des gens qui vendent des semences ordinaires comme de la semence certifiée et au prix de la semence certifiée. Ces pratiques viennent discréditer les efforts faits pour améliorer la qualité des semences.

Proposition de F3M pour alléger les coûts du SOC. Durant l'atelier de juin 2022, il a été programmé la redynamisation du secteur semencier avec la création de F3M (en remplacement de Amprosem). La restructuration du système semencier passe par la création d'un Office malgache des semences (inspiré de l'interprofession en France SEMAE, ancien GNIS).

Ne pourrait-on pas réduire les normes de certification ? Il a été rappelé que les semences SQD sont aussi certifiées. Et qu'effectivement certaines normes de production sont différentes. Des intervenants ont proposé l'extension du système SQD aux 22 régions.

Toujours, par rapport au besoin de tout certifier ? Pourquoi ne pas développer et améliorer le système des semences de ferme ou des semences paysannes ?

Plusieurs interventions ont proposé l'uniformisation de la tarification pour la certification car celle-ci varie, notamment selon la distance ou l'enclavement par rapport aux personnels du SOC.

Une discussion a été ouverte sur le transfert des activités de contrôle, ou d'une partie des activités de contrôle, aux organisations paysannes semencières ou à certaines entreprises semencières (en lien avec ce qui a été proposé dans la matinée en référence au soins vétérinaires). Mais la discussion n'a pas abouti avec des avis partagés sur ce point. Certains ont mentionné l'attitude du SOC et du Ministère qui veulent conserver leurs prérogatives, et ne veulent pas les partager. Pourtant, cela serait peut être un moyen de faciliter et démultiplier rapidement la production de semences de qualité, en conservant tout de même une supervision et un contrôle du SOC sur une partie des productions avec des possibilités de sanction si les établissements semenciers (OP ou entreprises) ne respectent pas les normes.

Pour faire coïncider offre et demande, pour certains, il faut faire de la vulgarisation et communiquer sur les semences certifiées produites. Pour d'autres, il faut des productions (SQD ou certifiées) de proximité pour répondre aux besoins locaux

Il faudrait soutenir la mise en place d'un système commercial des semences certifiées.

On peut également réfléchir à des systèmes non marchands qui s'appuient sur les échanges entre producteurs, notamment pour le manioc car pour cette plante il n'y pas de marché même informel des boutures. Il pourrait y avoir un dispositif de multiplication qui, à partir des plants semence de base de variétés améliorées, produits par la Recherche, s'appuie sur les organisations paysannes, les services déconcentrés de l'Etat, les CSA et diverses ONG ou projets pour multiplier sur une petite parcelle puis une distribution gratuite ou à très bon marché lors d'évènements agricoles (foires, marchés, journée de vulgarisation, etc.) avec une bonne communication à ce sujet. Sachant que les boutures de manioc s'échangent facilement entre paysans et qu'il est possible de produire un grand nombre de boutures sur une petites surface, la dissémination des variétés améliorées pourrait se faire rapidement à des coûts réduits et donnerait une bonne image de marque à la vulgarisation agricole.

Investissements structurel ... mise à disposition de tracteurs pour les producteurs de semences, mais aussi construction de hangars ou frigos de stockage.

Importer ou exporter ... Etablissements semenciers ne sont pas suffisamment forts encore pour s'engager dans l'exportation. Et il faut développer la production locale de qualité pour les producteurs malgaches.

3.3. Résultats des travaux du groupe 3

Quelles grandes lignes pour un plan d'action ?

13 participants – animateur Pierrot - Secrétaires : Santatra et Hélène

- **Comment mieux connaître les coûts réels et les réduire ?**

Demander aux acteurs formels.

Faire des études de coûts (intrants, prix semence, prix main d'œuvre, location de la terre si il y a location, sarclage, triage, stockage, etc.) des différents acteurs (producteurs de semence de pré-base, base, de G1, ...) / filière.

Difficile à évaluer, car il y a bcp de situations différentes (certains reçoivent les intrants avec subvention et vendent à plus bas que les coûts la production, taille des exploitations différentes, différents ITK (forts intrants, prod agroécologique, faible intrant...).

Avoir les prix de vente de chaque type de semence pourrait permettre d'avoir une idée indirecte de ces « coûts ».

Faire des études spécifiques des différents acteurs et faire les évaluation par ha de ceux-ci (avec un échantillon suffisant, diff régions, diff prod avec diff ITK...).

- **Comment réduire les coûts et prix des semences ?**

Subvention de la production (conseil technique, engrais, suppression de taxes, renforcer la recherche, prise en charge (par l'Etat) du contrôle qualité fait par le SOC (infrastructure, carburant, ...).

Augmenter la productivité.

Professionaliser les producteurs (formation, encadrement) des PMS, GPS

Problèmes d'inventus pourraient être gommés = achat par l'Etat en fin de saison (investissement dans des silos de stockage, multiplication des banques communautaires de semence)

Question de planification

Appliquer la loi semencière pour accréditation des établissements semenciers : faire un autocontrôle. Accréditer des inspecteurs des entités privées ? mais des contrôles ponctuels doivent être fait par le SOC/Etat

Office malgache des semences en tant que institution autonome est à mettre en place (redevance semencière à rajouter)

- **Comment améliorer l'adaptation de l'offre à la demande ? Comment susciter la demande de semence de qualité (subvention => prix abordable, programme d'information, diffusion de masse...)?**

On planifie au sein des organisations, mais on le fait avec nos producteurs (cela dépend des filières et de la disponibilité des semences (exemple pdt)) / plan de campagne

Faire un plan « média semence » (F3M a déjà cela dans sa feuille de route), un site internet où l'on communique les stocks et où l'on peut acheter (cf interface du site du SOC ?), permettrait aussi de valoriser ces semences,(rôle guichets agricoles)

Vulgarisation des semences de qualité, valorisation des semences.

- **Comment planifier sur le moyen terme la production, quel rôle du budget de l'état ? Par quels moyens sur le long terme ? Et comment pérenniser les filières semences ?**

Plan média

Subventionner (enlever les taxes sur la prod agri, fonds collectifs, bonne redistribution des fonds)

Assurer le financement de la recherche = crucial pour la conservation de l'agrobiodiversité du pays, création variétale, et production des semences de pré- et base

Renforcer aussi les privés (matériel, semence, homologation ...) pas seulement dans les projets

Faciliter les crédits aux agriculteurs (micro crédits...)

Garantir la sécurité foncière ! (faire face aux problèmes de squaterisation)

Infrastructure irrigation/stockage : pour les étab semenciers privés et recherche (FOFIFA, FIFAMANOR)

Vulgarisation des produits agricoles, exploiter le service de vulgarisation des régions

FAO (sud en ce moment fin en 24) : prod. par FOFIFA, fofifa financé pour former les PMs, contrat avec soc, installé irrigation pour PMS, distribution des crédits pour acheter des semences (Foire à semences organisées, « vouchers »). Système entièrement subventionné pour le démarrage afin de pouvoir ensuite à la fin du projet autonomiser les producteurs (mionjo). Evaluation du système semencier dans le sud.

Réorganisation de la filière semencière (cf plan d'action semence) ?

- **Comment budgéter les contrôles ?**

Prise en charge par l'état (demander au SOC les couts)

Rentrer le cout de la certification dans le compte d'exploitation donc le répercuter sur le cout de la semence vendue

Qualifier des établissements semenciers, avoir des inspecteurs semenciers de l'état pour la certification uniquement, le SOC pourrait ainsi faire 2 descentes et non 4.

- **Comment améliorer le fonctionnement et la coordination des filières semencières ?**

Plan média F3m

Revue Nationale Semencière

- **Qui participe à la proposition du plan d'action ? (contribution des étab. Semenciers (entreprises, Associations de PMS), des utilisateurs finaux, recherche/contrôle)**

Toutes les parties prenantes de la chaîne semencière : recherche, Etat, étab semenciers (PMS, organisations paysannes (producteurs semenciers et utilisateurs), entreprises privées productrices de semences, GPS...), les vulgarisateurs (ONG, orga de diffusion...), entreprises privées distributrices, interprofession, SOC, PTF.

Leader : interprofession (F3M), recherche

Coordination entre les 2 plans d'actions F3M/Foodsec.

- **Comment est organisée la participation (réunions formelles, consultation par questionnaires)**

Stratégie Semencière Nationale (1 revue tous les 2-3 ans), au cours de ces réunions nous pourrions aborder ces points (remise à jour de la Stratégie Semencière).

Discussion qui sera refaite dans 2 ans (1ère soumission en mai 2023). Préparation pendant ces 2 années. Redynamisation, réactualisation, être proactif. Stratégie Semencière Nationale.

4. Conclusion

Cet atelier a réuni plus de 60 personnes représentant tous les types d'acteurs engagés dans les filières semencière des 4 plantes concernées par le projet FoodSec Semence. Il a été riche en débats et en idées émises pour augmenter la production et la diffusion de semences de qualité à Madagascar et en particulier dans les 3 régions d'intervention du projet FoodSec Semence.

Cependant, les avis divergent sur les méthodes et recommandations qui pourraient être adoptées. Il semble que la grande majorité des participants soient favorables au maintien d'un système semencier avec une certification des semences pour garantir la qualité. Mais beaucoup de participants ont proposé que le système soit assoupli de manière à faciliter la multiplication et parmi les options proposées figure le transfert du contrôle, ou d'une partie du contrôle, aux organisations paysannes et autres établissements semenciers pour la multiplication de plusieurs générations à partir des bases qui elles seraient certifiées. (en donnant comme exemple ce qui a été fait avec les services vétérinaires). Cette option permettrait de diminuer les coûts et faciliterait une démultiplication à grande échelle.

Le problème du coût de la certification a été largement débattu. Certains le jugeant comme une contrainte forte, d'autre comme d'un montant peu élevé dans le prix final de la semence.

Les problèmes d'adaptation de l'offre et de la demande des semences de qualité ont été évoqués à plusieurs reprises avec notamment les invendus pour les établissements semenciers (y compris FOFIFA) et la difficulté à s'approvisionner en semences de qualité pour certains services, projets développement ou entreprises ou producteurs. La coordination sur les filières semencières autres que le riz, est très insuffisante, voire inexistante. Les projets de développement peuvent être la cause de certaines perturbations car ils ont des durées de vie relativement courte et des modalités d'intervention qui diffèrent. La mise en place de filières organisées et efficaces demande une certaine stabilité sur le long terme. Il faut organiser cette adaptation de l'offre et de la demande et plusieurs propositions ont été faites : mettre en place des plateformes pour faciliter la mise en relation entre établissements semenciers et acheteurs de semences ; aider les établissements semenciers et notamment la recherche (production de base et prébase) en cas de surplus ; rapprocher l'offre de la demande en multipliant les banque communautaire de semences, en élargissant les SQD à l'ensemble des 23 régions du pays, en favorisant la diffusion de masse avec des campagnes de vulgarisation pour faire connaître et diffuser des semences de variétés améliorées à prix subventionné, etc...

L'utilisation très faible de semences de qualité par les producteurs traduit à la fois une demande très faible (les producteurs ne connaissent pas, les semences sont trop chères, les semences ne sont pas adaptées aux besoins des paysans, etc.) et un système peu efficace puisque les quantités produites sont très faibles par rapport aux besoins. Sur ce point aussi les avis pour faire évoluer la situation sont divers avec des propositions pour la réforme du système semencier et d'autres sur l'appui que doivent réaliser les Pouvoirs Publics pour augmenter l'offre et mettre en place de vrai programme de diffusion.

Le Ministère a engagé une réforme du secteur semencier pour le redynamiser. Les acteurs sont en attente des orientations qui seront prises et mises en œuvre. Le programme FoodSec Semence s'inscrit dans cette dynamique de redynamisation et dans le cadre de l'activité 5 s'est engagé avec cet atelier dans un processus participatif d'élaboration d'un plan de développement, notamment dans le cadre d'un atelier prévu pour fin 2023, au plus tard début 2024.

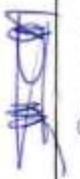
5. Annexe liste des participants

ATELIER DE RESTITUTION: Analyse des filières semences de maïs, manioc, haricot et pomme de terre à Madagascar
 Jeudi 04 mai 2023
 Salle CESRSAE, Direction Générale du FOFIFA, Antananarivo



N°	Nom et prénoms	Institution	Coordonnées	Embergement
01	RAKOTONIRAKA Willy	FIFAHANOR	034 95 29 37 rakotoniraka@gmail.com	
02	Randrianisoa Andy	AFD	034 06 18 77 randrianisoa@afd.fr	
03	RIMAZA Soleno	IITA	034 87 20 73 R. soleno@iita.gov.mg	
04	AMPANDRINANTIRAINA Voa lutsa	LIINAE ILOPAR	034 14 28 82 aylgledon@gmail.com	
05	RANDRIANISLY TSIKY Nambinintsoa	MINAE / DNFA	034 08 42 91 mandrianisly@gmail.com	
06	RAVOA 67 Andriamanga	FIFIFA	033 75 31 pangy67@gmail.com	
07	RAKOTONIRAKA Mila	DNFARI NINDE	034 69 93 75 dofan-mines@gmail.com	
08	RANI VOMANANA Ailain	DRA/ FOFIFA	034 37 19 37 ranaul7@ok	
09	ANDRIANIRISOA Manie Raha	FOFIFA SRE Kwanyasa	034 14 50 74 pulvert@yahoo	
10	RAHARIJAONA Tawata	Ruteau SOA	034 88 38 75 raharirajaona@gmail.com	
11	MIANANIHOUAY VOARISA	CTAS	034 08 58 23 7 resp.appui@ctas.mg	
12	RAKOTO KOU SON Fenoio	Riz Plus	034 14 27 70 rakotonirakafoarisa@gmail.com	
13	PANDRINANTIRAINA Hugy Fidy	FUFIFA	034 82 70 70 5 fidy@fofifa.gov.mg	



N°	Nom et prénoms	Institution	Coordonnées	Emargement
01	RAKOTOMALALA Willy	FFAMANOR	034 95 89 878 rakotomalala@gmail.com	
02	Randinantson Andy	ATD	034 06 48 173 randinantson@atd.fr	
03	RINASA Soleno	IITA	034 87 20 273 R. RINASA @ iita.org . com	
04	AMPANINANTZAINA Vivio Lutsa	MINAE / DOPAR	034 14 28 182 ampaninantzain@gmail.com	
05	RANDRIANILY TSIRY Nambinintsoa	MINAE / DNFAR	034 08 42 91 randrianytsiry@gmail.com	
06	RAVOA 67 Andrikyngaza	FIESTA	0337 54 31 ravoa67@gmail.com	
07	RAKOTOMBAOJA Milla	DNFAR / NINDR	034 69 09 378 rakotombaoja@gmail.com	
08	RANIVOMAMANA Alain	DRA / FOFIFA	034 37 193 37 ranivomama@gmail.com	
09	ANDRIANARISOA Mania Raha	FOFIFA SRE Kwanyasa	034 14 45 074 maniarisoa@gmail.com	
10	RAHARIJAONA Tsanta	Bureau SOA	034 88 383 75 raharijaona@gmail.com	
11	MIANANANIHCAVY VOARISA	CTAS	034 08 58 237 mianananivohavy@gmail.com	
12	RAKOTOKUSON Fario	Riz Plus	034 14 27 70 rakotokuson@gmail.com	
13	PANDRIANINANTSOA Hery Fidy	FUFIFA	034 82 70 705 fidyhera@gmail.com	

ATELIER DE RESTITUTION: Analyse des filières semences de maïs, manioc, haricot et pomme de terre à Madagascar

Jeudi 04 mai 2023

Salle CESRSAE, Direction Générale du FOFIFA, Antananarivo



N°	Nom et prénoms	Institution	Coordonnées	Emargement
14	RAMBRIANJANTHA Harina andrianto	CEFFEL	034425954 mbranto.cepfe@gmail.com	
15	MME D. S.	FOFIFA		P-O
16	MME S. G.	Ren DF		
17	RAKOTARISOA Heingol	FOFIFA	034494402 rheingol@rainydyho.com	Heingol
18	BAHARINIVO VICTAR	FOFIFA	03449450 victar@rainydyho.com	
19	TIC D. G.	FOFIFA		
20	ANDRIAMASINORO Laingotro	ANDRI-KO FSM	034 02 418 02 laingotro@gmail.com	
21	RAMAHANDRAIVONONA Sennick	SOC	034 05 62 21 ramahandray@gmail.com	
22	RAMAROFIDY Andriaminaja	Agri sud association	032 07 671 61 ramarofidy@agrisud.org	
23	RAKOTOMBRANAINO T. Lozanina	Chf SOC MINAF	034 05 610 67 cevicofficiel@centredyho.com	
24	RAKOTONALALA	PF Poue de Terre	0331322559 rakotonalala@pouedeterre.com	
25	RANASINDRAINE Joseph gy	FDA	034 30 947 54 cop@pda.mg	
26	DAF	DDP/DFX		



N°	Nom et prénoms	Institution	Coordonnées	Emargement
26	Tanana			
27	Don Bosco			
28	ANDRIAMARO Ruitro	SOC	034 016 19 00 andriamaro2003@gmail.com	
29	Rodriguez RAKOTARISON	FAO	03 2 74 08 0 62 Rodrigues.Rakotarisond@fao.org	
30	ANDRIAMIARISONA Sandemina	DAPU / MINAE	0346 14 82 30 sandemina@dapu.gov.mg	
31	RANERIA Misondy Any Heno	DIRCOH/Hespes	03 4 05 65 0 02 anyhenorana@dircohm.gov.mg	
32	RATONARISONA Hosiina Itrana	DIRCOH/Kempes	034 01 516 09 hosiina@dircohm.gov.mg	
33	RASATA Vir	Vely Prod Son	034 07 11 6 69 velyp@prodson.com	
34	MANIRASIA PASUA doblore	COEDN	034 95 6 51 9 26 manirasia@coedn.gov.mg	
35	ANNIAVARISONA Sytiana Mbitenaina	Symbio	034 14 86 70 sytiann@sybio.com	
36	Rangifitrikato Chantelle	FOFIPA/CAH	034 14 950 07 chantelle@fofipa.gov.mg	
37	RABENASOLO Nany	S.E SSF Nade	0344 893922 nany.rabenason@se-ssf.gov.mg	
38	RATINASOLO Imbroaslemamaina	Seed Systems group NADA	034 01 2 66 91 imbroaslemaina@seed-systems.com	

N°	Nom et prénoms	Institution	Coordonnées	Emergence
40	RABAFINDRATONINA Vidatiane	DATA Andamanga Riz Plus	0349983333 0342064235	0349983333.com Vidatiane
41	RADI MNS GONIERNA Rami Harminé	ANADIA UT RIA	0348609102	Rami
42	RAKOTONJATOVO Seth	AMADEA/VTMAA	0348609102	Seth
43	RAZAFIMAHATRAHA Haribiniaina Mamy	FOFIFA	0343116747	Haribiniaina
44	RAKOTOMALALA Jean Le Dieu	SCOM/FOFIFA	0341495073	Jean Le Dieu
45	RAVONJALONA Nso Klaitre	DOA / FOFIFA	0341495025	Nso Klaitre
46	RAPAOHY ARMANO Kily	SCOM / FOFIFA	0341495030	Armano
47	ANDRIRANALONA Yoakaga	FOFIFA	0347918104	Yoakaga
48	RASOLOFOARIVAO Henriette			Henriette
49	RANIVOMANANA Manitiana	FOFIFA	0343718831	Manitiana
50	ANDRIAMAMPIONONA TREN			TREN
51	RANAI VONJALU RANAJA Dolathia	CTAS	0334701919	RANAJA
52	RAMANANTONANA Jean Yves	AFDI/SOA SANAISONAI	034-11-202-02 034-11-202-02	Jean Yves

